



INFORMATIONSBLETT 1-2005

BULLETIN D'INFORMATION 1-2005

Le réseau de contact e-geo.ch a été formellement lancé

Le 19 janvier, s'est tenu, à Berne, la séance de constitution du réseau de contact du programme e-geo.ch. Celui-ci a été lancé sur les bases du schéma de fonctionnement qui avait été présenté lors du forum e-geo.ch de Fribourg.

Le comité de pilotage

Les orientations générales et stratégiques de ce programme e-geo.ch seront inspirées par un comité de pilotage formé de 15 personnes déléguées par les différents groupes et associations réunis dans le cadre de ce réseau de contact e-geo.ch. La confédération, par son Groupe de coordination interdépartementale IG&SIG (GCS-COSIG) a désigné au comité de pilotage son président, le responsable du centre de l'administration fédérale pour la coordination de l'information géographique et des systèmes d'information géographique (COSIG) et deux autres membres du GCS-COSIG. Du fait de son prochain départ à la retraite, le président du GCS a souhaité que ce soit son remplaçant, Monsieur Jean-Philippe Amstein qui soit le délégué, ce qui a été admis. Quant aux autres membres de ce comité de pilotage désignés par le GCS-COSIG, il s'agit de Messieurs Alain Buogo, Willy Müller, responsable des standards, département fédéral des finances, membre du projet eCH et Hans Zimmermann, responsable SIG à l'office fédéral du développement territorial

Le cantons, sous la coordination de la conférence des services cantonaux de géoinformation (CCGEO) ont nommé au comité de pilotage e-geo.ch leur président, Monsieur Thomas Hösli (canton de Lucerne), leur vice-président, Monsieur Martin Schlatter (canton de Zurich), une représentante de la Conférence des Services Cantonaux du Cadastre (CSCC), Madame Béatrice Simos-Rapin (canton de Vaud) et un délégué de la Conférence Suisse des Aménageurs Cantonaux (COSAC) en la personne de Monsieur Bernhard Künzler (canton de Berne).

L'Organisation Suisse pour l'Information Géographique (OSIG) a choisi sa délégation de la manière suivante : son président, Monsieur Rudolf Schneeberger, un représentant des services industriels, Monsieur Robert Baumann (IBB Brugg), un représentant des utilisateurs de géodonnées Monsieur Peter Jordan (SIA), un représentant des producteurs de données Monsieur Jurg

Suite à la page 2

Officiel Startschuss für das Kontaktnetz e-geo.ch

Am 19. Januar fand in Bern die konstituierende Sitzung für das Kontaktnetz des Programms e-geo.ch statt. Das Kontaktnetz basiert auf dem Vorschlag des Organigramms, wie er am Forum e-geo.ch in Freiburg vorgestellt worden war.

Das Steuerungsorgan

Die allgemeinen und strategischen Ausrichtungen des Programms e-geo.ch werden von einem 15-köpfigen Steuerungsorgan festgelegt. Die Mitglieder stammen aus unterschiedlichen Gruppen und Verbänden, die im Rahmen des Kontaktnetzes e-geo.ch zusammengekommen sind. Der Bund hat über seine interdepartementale Koordinationsgruppe GI&GIS (GKG-KOGIS) seinen Präsidenten und drei weitere Mitglieder der GKG-KOGIS für das Steuerungsorgan ausgewählt. Da der Präsident der GKG-KOGIS demnächst in den Ruhestand tritt, sprach dieser sich dafür aus, seinen Stellvertreter, Herrn Jean-Philippe Amstein, mit dieser Funktion zu betrauen. Dem Anliegen wurde zugestimmt. Weitere von der GKG-KOGIS ernannte Ausschussmitglieder sind die Herren Alain Buogo, Leiter der Koordinationsstelle für Geoinformation und geografischen Informationssysteme (KOGIS), Willy Müller (Informatikstrategieorgan Bund) und Hans Zimmermann (ARE).

Die Kantone haben unter der Koordination der Konferenz der Kantonalen Geodaten-Koordinationsstellen und GIS-Fachstellen (KKGEO) ihren Präsidenten Herrn Thomas Hösli (Kanton Luzern), ihren Vizepräsidenten, Herrn Martin Schlatter (Kanton Zurich), eine Vertreterin der Konferenz der Kantonalen Vermessungsämter (KKVA), Frau Béatrice Simos-Rapin (Kanton Waadt), und einen Vertreter der Kantonsplanerkonferenz (KPK) in der Person von Herrn Bernhard Künzler (Kanton Bern) zu Mitgliedern des Steuerungsorgans ernannt.

Die Schweizerische Organisation für Geo-Information (SOGI) hat folgende Vertreter bestimmt: ihren Präsidenten, Herrn Rudolf Schneeberger, je einen Repräsentanten der industriellen Werke, Herrn Robert Baumann (IBB

Fortsetzung Seite 3

Inhalt:	
e-geo.ch	1
INSPIRE	4
Eurogi	5
Informationen	.5
Aus dem Vorstand	6
Aus den Fachgruppen	6
Veranstaltungen mit SOGI-Beteiligung	7
Veranstaltungen	10

Le réseau de contact e-geo.ch a été formellement lancé

Suite de la page 1

Kaufmann, (geosuisse) et un représentant des instituts de formation, Monsieur Francis Grin, (EIVD).

Mais, si à ce stade de votre lecture, vous faites le décompte des personnes présentes, vous vous apercevrez qu'il manque encore deux personnes par rapport à l'affirmation donnée plus haut. Ceci provient du fait que la représentation des villes et des communes n'est pas encore définitivement réglée et se trouve actuellement sous la responsabilité de Monsieur Christian Gees, responsable du centre SIG de la ville de Zürich qui était présent, en attendant la nomination définitive du délégué des villes suisses. Une réunion dans ce sens a d'ores et déjà été fixée au 2 février et permettra, outre de nommer le délégué des villes, de discuter du problème de la représentation des communes.

Son organisation

Ce comité de pilotage e-geo.ch ainsi constitué a nommé son président en décidant de confier cette tâche au président du GCS-COSIG, en l'occurrence à son vice-président, Monsieur Jean-Philippe Amstein. Ce choix permet ainsi d'assurer l'harmonie nécessaire qui doit exister entre le GCS-COSIG et e-geo.ch. Ceci étant acquis, le comité de pilotage a en outre décidé de se doter de 2 vice-présidents, nommés pour l'un par les cantons et les communes, sous la coordination de la CCGEO qui a proposé Madame Béatrice Simos-Rapin et pour l'autre par les privés, sous la coordination de la SOGI qui n'a pas encore défini son choix. Le président du programme e-geo.ch accompagné de ses deux vice-présidents et du responsable du centre opérationnel que nous présenterons plus loin forment ensemble le bureau e-geo.ch dont la tâche principale est la préparation des séances du comité de pilotage e-geo.ch.

Le centre opérationnel

Le point suivant de la discussion s'est porté sur l'organisation du secrétariat du comité de pilotage e-geo.ch. Pour ce faire, il était nécessaire de définir d'abord le centre opérationnel e-geo.ch, selon la dénomination qui a été retenue, centre qui sera placé sous l'égide du responsable du centre opérationnel e-geo.ch. Dans un premier temps, ce centre opérationnel ne sera constitué que d'une seule personne, René Sonney, qui restera toutefois collaborateur à la COSIG. Sur cette base, le comité de pilotage a choisi le responsable du centre opérationnel e-geo.ch comme secrétaire de son comité de pilotage. Outre cette tâche de secrétariat du comité de pilotage, le centre opérationnel aura comme tâche de gérer les mandats qui seront confiés au centre opérationnel e-geo.ch par le comité de pilotage. Ce centre opérationnel sera également responsable de la publication des bulletins e-geo.ch, de la maintenance du site web et de l'organisation du forum annuel. Quant aux tâches du responsable lui-même, elles seront de gérer le centre opérationnel, et de représenter e-geo.ch vers l'extérieur, entre autres comme porte-parole.

La phase suivante de la discussion s'est focalisée sur la forme juridique que devrait prendre ce réseau de contact. De l'avis général des participants, il est souhaitable de trouver une structure aussi simple que possible, légère et facile à adapter aux modifications des besoins. Dans ce sens, une convention liant les parties concernées, rappelant les buts et décrivant les principaux points de l'organisation devrait suffire. Toujours dans le cadre de son organisation, le comité de pilotage a souhaité disposer d'une gestion centralisée des documents relatifs à e-geo.ch. Bien que la décision ne soit pas encore formellement prise, ceci sera vraisemblablement fait au moyen du site e-geo.ch.

Le point suivant de la discussion était consacré au sigle e-geo.ch lui-même et les participants ont souhaité que ce logo qui, rappelons-le en passant, est une marque protégée, ne soit pas utilisé à tort et à travers. C'est pourquoi le comité de pilotage a donné quelques lignes directrices afin de rédiger certaines règles d'utilisation, règles d'utilisation qui seront approuvées lors d'une prochaine séance.

Les priorités

La fin de la séance a été consacrée à la définition des priorités entre les différents thèmes qui vont occuper e-geo.ch dans les mois à venir. Une priorité absolue a été mise sur la résolution du problème du financement, surtout dans le but de pourvoir, à moyenne échéance, renforcer le centre opérationnel e-geo.ch par des personnes représentant l'OSIG pour une part et les cantons et communes pour l'autre. Le deuxième thème à traiter en priorité est celui relatif à l'organisation elle-même de ce réseau de contact. Il s'agira de définir précisément quels sont ses buts, de construire son organisation et de rédiger les mandats y relatifs. Parmi les 8 thèmes maintenant bien connus de l'Infrastructure Nationale de Données Géographiques, le comité de pilotage a mis des priorités importantes sur les thèmes Geoservices de base et Géodonnées de base et une priorité forte sur le thème Metainformation. Ceci ne signifie pourtant pas que les autres thèmes que sont : Infrastructure technique, Formation de base et continue, Recherche, Lignes directrices et standards, Bases juridiques et Tarification vont être mis de côté.

Comme on peut le voir, les fondations de ce réseau de contact sont maintenant bien en place et les plans de la construction ne font plus que l'objet de quelques dernières retouches. Gageons que la construction sera belle et que chaque personne qui l'occupera s'y sentira à son aise.

René Sonney

Réservez la date : **14-16 février 2006** à Zurich :

GIS/SIT 2006 – le forum suisse de l'information géographique et des systèmes d'information géographique

Des ateliers et conférences et l'exposition sont consacrées aux tendances du marché de l'information géographique et aux applications des SIG, des géoservices et géoportails.

C'est avec grand plaisir que nous vous accueillerons à GIS/SIT 2006.

OK GIS/SIT 2006

Offizieller Startschuss für das Kontaktnetz e-geo.ch

Fortsetzung von Seite 1:

Brugg), der Geodatenanwender, Herr Peter Jordan (Schweizerischer Ingenieur- und Architektenverein SIA), der Datenerzeuger, Herr Jürg Kaufmann (geosuisse), und der Ausbildungsstätten, Herr Francis Grin (Fachhochschule EIVD).

An dieser Stelle werden Sie feststellen, dass oben genannte Mitgliederzahl nicht erreicht ist, sondern noch zwei Personen fehlen. Dies geht auf die Tatsache zurück, dass die Vertretung der Städte und Gemeinden noch nicht endgültig feststeht. Bis zur definitiven Ernennung eines Vertreters der Schweizer Städte ist der an der Sitzung anwesende Herr Christian Gees, Leiter des GIS-Zentrums der Stadt Zürich, für diesbezügliche Vertretungsfragen verantwortlich. Zur Ernennung der Städtevertreter wurde bereits der 2. Februar festgehalten. An diesem Termin soll auch das Problem der Gemeindevertretungen besprochen werden.

Organisation und Aufgaben

Das konstituierte Steuerungsorgan e-geo.ch beschloss, den Präsidenten der GKGKOGIS, in vorliegendem Fall Herrn Jean-Philippe Amstein, zum Ausschussvorsitzenden zu ernennen. Diese Wahl soll die erforderliche harmonische Zusammenarbeit zwischen der GKG-KOGIS und dem Programm e-geo.ch gewährleisten. Das Steuerungsorgan hat ferner beschlossen, zwei Vizepräsidenten zu ernennen, von denen einer von den Kantonen und Gemeinden unter der Koordination der KKGE0 und der andere von den Privatpersonen unter der Koordination der SOGI gestellt wird. Die KKGE0 schlug Frau Béatrice Simos-Rapin für dieses Amt vor, die SOGI hat bisher noch keinen Vorschlag unterbreitet. Der Präsident des Steuerungsorgans e-geo.ch bildet zusammen mit den beiden Vizepräsidenten und dem Leiter der Geschäftsstelle, die nachstehend vorgestellt wird, das Büro von e-geo.ch, dessen Hauptaufgabe die Vorbereitung der Sitzungen des e-geo.ch-Steuerungsorgans ist.

Geschäftsstelle e-geo.ch

Nächster Diskussionspunkt war die Organisation des Sekretariats des Steuerungsorgans e-geo.ch. Zunächst musste jedoch die Geschäftsstelle e-geo.ch als solche näher definiert werden, ihr steht ein Leiter vor. Die Geschäftsstelle wird zunächst nur aus einer einzigen Person, nämlich René Sonney, bestehen, welcher jedoch weiterhin Mitarbeiter bei KOGIS bleibt. Anschliessend ernannte das Steuerungsorgan den Leiter der Geschäftsstelle e-geo.ch zum Sekretär des Steuerungsorgans. Die Geschäftsstelle bildet nicht nur das Sekretariat des Steuerungsorgans, sondern betreut in erster Linie die der Geschäftsstelle e-geo.ch vom Steuerungsorgan anvertrauten Aufgaben. Diese Geschäftsstelle wird auch für die Veröffentlichung der e-geo.ch-Newsletter, für die Wartung der Website und die Organisation des jährlich stattfindenden Forums zuständig sein. Der Leiter selbst managt die Geschäftsstelle und vertritt e-geo.ch nach aussen.

In der nachfolgenden Gesprächsphase konzentrierte man sich auf die Rechtsform des Kontaktnetzes. Nach

Meinung der Teilnehmenden ist es generell wünschenswert, eine möglichst einfache und unkomplizierte Struktur zu finden, die sich leicht ändernden Bedürfnissen anpassen lässt. Ein Vertrag, der die Parteien bindet und die Zielsetzungen und eine Erläuterung der wichtigsten Organisationspunkte enthält, dürfte ausreichen. Das Steuerungsorgan wünscht im Rahmen des organisatorischen Aufbaus eine zentralisierte Verwaltung der e-geo.ch-Dokumente. Obwohl die Entscheidung formell noch nicht getroffen wurde, wird dies sehr wahrscheinlich über die Website e-geo.ch erfolgen.

Die nachfolgende Diskussion war dem Thema Schriftzug e-geo.ch gewidmet. Die Teilnehmenden taten den Wunsch kund, dass dieses Logo, das – es sei noch einmal daran erinnert – eine geschützte Marke ist, nicht willkürlich verwendet werden sollte. Aus diesem Grund erliess das Steuerungsorgan einige Leitlinien zur Abfassung von Gebrauchsregeln, die an einer der kommenden Sitzungen genehmigt werden sollen.

Prioritäten

Am Ende der Sitzung legte man die Themen fest, denen sich e-geo.ch in den kommenden Monaten vorrangig widmen wird. Absolute Priorität gab man dem Finanzierungsproblem, vor allem um mittelfristig für die Geschäftsstelle e-geo.ch Vertreter der SOGI und der Kantone und Gemeinden zu bestimmen. Zweites vorrangiges Thema ist die Organisation des Kontaktnetzes selbst. Hier sind die Zielsetzungen und die Struktur des Netzes festzulegen und diesbezügliche Funktionen zu definieren. Von den acht inzwischen wohl bekannten Themen zur Nationalen Geodaten-Infrastruktur hat das Steuerungsorgan einen besonderen Schwerpunkt auf die Themen Grundlegende Geodienste und Geobasisdaten gelegt und den Metainformationen besondere Priorität eingeräumt. Dies heisst jedoch nicht, dass die anderen Themen, wie: Technische Infrastruktur, Aus- und Weiterbildung/Forschung, Richtlinien und Standards, Rechtliche Grundlagen und Tarifierungsstrategie ad acta gelegt werden.

Wie man sehen kann, sind die Fundamente des Kontaktnetzes gelegt und die einstigen Pläne einer solchen Vernetzung eine Realität, die nur noch einiger kleiner Verbesserungen bedarf. Hoffen wir auf ein gelungenes Netzwerk, in dem sich alle Beteiligten wohl fühlen.

René Sonney

Reservieren Sie sich das Datum: **14.-16. Februar 2006**, in Zürich:

GIS/SIT 2006 – das Schweizer Forum für Geo-Information und Geo-Informationssysteme

Workshops, Vortragsreihen und Firmenausstellung zu Trends und Anwendungen von Geoinformation, GIS, Geodiensten und Geoportalen.

Wir freuen uns, Sie an der GIS/SIT 2006 begrüßen zu dürfen.

OK GIS/SIT 2006

Stand der EU-Initiative INSPIRE

Die Initiative INSPIRE (INfrastructure for SPatial InfoRmation in Europe) soll relevante, aufeinander abgestimmte und qualitativ hochwertige geographische Informationen für die Aufstellung, Umsetzung, Überwachung und Bewertung der EU-Politik zur Verfügung stellen. Dabei wird in Zusammenarbeit mit der EU/ESA-Initiative GMES (Global Monitoring for Environment and Security) zunächst vor allem der Fokus auf Anwendungen im Umweltbereich gelegt. Die entstehende europäische Geodateninfrastruktur soll jedoch grundsätzlich auch auf andere Anwendungsbereiche, z.B. Verkehr, Planung, Landwirtschaft, Energie, anwendbar sein.

Innerhalb der Initiative INSPIRE hat man sich auf eine Reihe von Grundsätzen geeinigt, die das in der EU bereits übliche Prinzip der Subsidiarität widerspiegeln.

INSPIRE-Grundsätze:

1. Die Daten sollten dort einmal erfasst und auf dem neuesten Stand gehalten werden, wo dies am wirksamsten möglich ist
2. Es sollte möglich sein, nahtlose Raumordnungsinformationen aus unterschiedlichen Quellen in Europa miteinander zu kombinieren und sie von zahlreichen Nutzern und Anwendungen gemeinsam verwenden zu lassen
3. Auf einer Ebene gesammelte Informationen sollten von allen Ebenen genutzt werden können: detailliert für Einzeluntersuchungen, allgemein für strategische Zwecke
4. Geografische Informationen, die für eine gute Verwaltung auf allen Ebenen benötigt werden, sollten reichlich und unter Bedingungen zur Verfügung stehen, die ihre umfassende Nutzung nicht behindern
5. Es sollte leicht festzustellen sein, welche geografischen Informationen zur Verfügung stehen und dem Bedarf im Einzelfall entsprechen, und unter welchen Bedingungen sie erworben und genutzt werden können
6. Geografische Daten sollten leicht verständlich und interpretierbar sein, damit sie im entsprechenden Zusammenhang benutzerfreundlich dargestellt werden können

Die Schweiz ist im höchsten INSPIRE-Gremium – der so genannten „Expert Group“ – als Beobachter vertreten. Allerdings hat dieses Gremium keine Entscheidungskompetenz, sondern nur Beratungskompetenz. Die Entscheidungskompetenz über Wortlaut und Eingabe-Zeitpunkt von Dokumenten an das EU-Parlament sowie die Vergabe von Finanzmitteln und Aufträgen im Zusammenhang mit INSPIRE liegt bei den Beamten der Generaldirektionen Umwelt, Statistik (EUROSTAT) und Forschung sowie Vertretern des Joint Research Centre der EU.

Nach einer Reihe von vorausgegangenen Aktivitäten (Nutzerbefragungen über Internet, Untersuchung von Geodateninfrastrukturen in allen europäischen Ländern inklusive z.B. Schweiz, Liechtenstein und Norwegen, Expertengutachten, etc.) wurde Mitte letzten Jahres ein Entwurf zur „RICHTLINIE DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTES UND DES RATES zur Schaffung einer

Raumdateninfrastruktur in der Gemeinschaft (INSPIRE)“ zur Vernehmlassung freigegeben. Dieser Entwurf ist in allen EU-Sprachen unter www.ec-gis.org/inspire/ auf dem Internet verfügbar. Die Umweltminister der EU-Mitgliedsländer können nun weitere Modifikationswünsche einbringen. Es wird damit gerechnet, dass das EU-Parlament die Richtlinie Ende 2007 verabschiedet wird. Die Schweiz hat an dieser Stelle leider keinen formalen Einfluss auf den Wortlaut dieser Richtlinie, ist jedoch durchaus gefragt, über die konkrete Umsetzung der Richtlinie mit zu diskutieren. Zur Zeit werden zum Beispiel im Rahmen der europäischen Geodatennormung (CEN/TC287) auch schweizerische Entwicklungen und Werkzeuge (insbesondere im Umfeld von INTERLIS 2) im Zusammenhang mit der Realisierung von INSPIRE intensiv geprüft.

Es gilt folgender Zeitrahmen zur Verabschiedung und Umsetzung der Richtlinie innerhalb der EU:

- Vorbereitungsphase (2004-2006)
 - Vernehmlassung
 - Vorbereitung der Implementierungsregeln
- Umsetzungsphase (2007-2008)
 - Richtlinie tritt in Kraft
 - Umsetzung in nationales Recht
 - INSPIRE Committee startet seine Aktivitäten
 - Übernahme der Implementierungsregeln durch EU-Ausschüsse
- Implementierungsphase (2009-2013)
 - Implementierung und Kontrolle des Erfolgs

Im Rahmen einer Arbeitsgruppe, an der die Schweiz ebenfalls beteiligt war, wurden konkrete Massnahmen definiert, die zur Umsetzung der Richtlinie notwendig sind. Dazu gehören:

- Metadaten,
- Geodaten wie in den Anhängen I, II, III der INSPIRE Richtlinie beschrieben und Geodatendienste;
- Netzwerkdienste und Technologien (z.B. Suchmaschinen);
- Vereinbarungen über die Verteilung, den Zugriff und die Nutzung von Geodaten;
- Koordinations- und Kontrollmechanismen;
- Prozesse (z.B. Arbeitsabläufe) und Prozeduren.

Es ist geplant, dass spezielle Entwicklungsgruppen (siehe Bild) einerseits die Erfahrungen und Entwicklungen der Regionen und Länder innerhalb Europas gezielt nutzen und dann daraus (zusammen mit den Erfahrungen aus EU-Projekten) konkrete Spezifikationen entwickeln. Für die technischen Belange (Metadaten, Geodaten und Dienste) wurde zunächst die Arbeitsgruppe 1 des CEN/TC287 gebildet und mit diesem Auftrag versehen. Die Leitung dieser Arbeitsgruppe sowie die Koordination der technischen Fragen liegt beim europäischen Joint Research Centre in Ispra, Italien. EUROSTAT wurde mit der Behandlung der organisatorischen Fragen beauftragt.

Schweizerische Unternehmen, die Produkte und/oder Dienstleistungen im Zusammenhang mit Geodateninfrastrukturen anbieten und an einer Mitwirkung in INSPIRE-bezogenen EU-Projekten interessiert sind, sollten unbedingt die aktuellen Publikationen der EU Ausschreibungen (z.B. unter <http://www.cordis.lu/de/home.html>) verfolgen.

Prof. Christine Giger

Eurogi

Les 21 et 22 janvier a eu lieu, à Apeldoorn aux Pays-Bas, une séance du comité exécutif d'Eurogi. Cette séance, qui était pour moi la première depuis ma désignation comme représentant de la Suisse à ce comité, a été l'occasion de faire un peu mieux la connaissance des membres du comité. Il faut noter quelques changements intervenus au sein de ce comité. D'une part Monsieur Wolfgang Steinborn a rejoint l'administration européenne n'est plus le délégué de l'Allemagne. Il a été remplacé à ce poste par Monsieur Daniel Holweg. L'actuel délégué de la Suède, Monsieur Patrick Ottoson a également annoncé qu'il allait quitter le comité exécutif et que son remplaçant serait désigné pour l'assemblée générale. Ces modifications ont nécessité divers changements dans la répartition des tâches au comité. C'est ainsi que je me suis vu confier la responsabilité des finances. Après notre petit « coup de gueule » de l'année dernière au sujet du retard dans les comptes, cette nomination n'a pas vraiment été une surprise pour moi. Je dois dire que notre réaction de l'an dernier a porté ses fruits puisque, pour la séance de janvier, les comptes étaient bouclés et nous ont été présentés. Ils bouclent avec un résultat positif de 23670 €.

Jusqu'à la fin de cette année, le secrétariat restera à Apeldoorn et le cadastre des Pays-Bas continuera à en financer une grande partie. Par contre, dès le 1 janvier de l'an prochain, il s'agira de trouver une autre solution. En effet, le secrétaire général souhaitant se diriger vers une nouvelle orientation le cadastre des Pays-Bas a décidé de stopper son aide. Un appel est donc lancé à tous les membres afin qu'une solution soit trouvée, tant pour le secrétariat que pour le secrétaire général lui-même.

En ce qui concerne les autres décisions prises durant ce comité, je voudrais relever le fait qu'EUROGI organisera son « EU day » au Portugal le 1^{er} juin, sur le thème : Le marché des géodonnées en Europe. Pour l'année en cours, les cotisations restent inchangées. Enfin un important débat avait pour but de décider si EUROGI devait ou pas s'ouvrir aux membres privés, dans le même sens que ce qu'a fait l'OSIG il y a trois ans. Cette option sera donc présentée lors de la prochaine assemblée générale des 14 et 15 avril. Lors de cette assemblée générale, nous aurons également à (ré)élire le président. Jean Poulit, président sortant, nous a informé qu'il était candidat à sa propre succession.

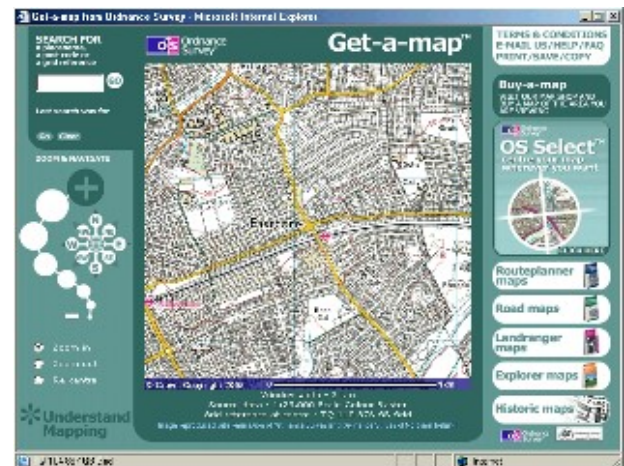
Voilà pour ce qui concerne les principaux résultats de cette séance du comité exécutif. Pour le reste je vous invite à vous rendre sur le site <http://eurogi.org>. Si vous ne connaissez pas le mot de passe de la section « members only » n'hésitez pas à me le demander.

René Sonney

Informationen

Geoportal Ordnance Survey (GB)

www.ordnancesurvey.co.uk/oswebsite



Bei der Diskussion über die Nationale Geodaten Infrastruktur (NGDI) lohnt sich ein Blick auf das internationale Umfeld, um herauszufinden, was in anderen Ländern gemacht wird. Einer der wohl grössten Erfolge hat die "Ordnance Survey" in Grossbritannien erzielt:

Vor seiner Umwandlung in ein privatrechtliches Unternehmen, welches mit einer Übergangsphase in 1990 anfang, war Ordnance Survey ein Staatsbetrieb mit einer ca. 200-jährigen Tradition im Bereich Kartographie und Landesvermessung. Seit 1999 kann dieses Unternehmen sich auf die Entwicklung und Ausschöpfung seiner kommerziellen Interessen konzentrieren. Zusätzlich hat es ein Abkommen mit dem Staat abgeschlossen, "the National Interest Mapping Service Agreement" (NIMSA), welches die Fortsetzung von nicht kommerziellen Interessen, eben nationale Interessen, sicherstellen soll.

In 1996 wurde der Bruttomehrwert der Dienstleistungen der Ordnance Survey zwischen 79 und 136 Milliarden Pfund geschätzt. Dieser Wirtschaftsbeitrag stammt hauptsächlich aus der Verwendung von Ordnance Survey Produkten und Dienstleistungen als grundlegenden Input in verschiedenen Wirtschaftszweigen wie Transport, Versorgung, oder kommunale Aufgaben. Dieser messbare Beitrag soll die allgemeinen gesellschaftlichen Vorteile, die ihrer Natur entsprechend kaum messbar sind, nicht ausser acht lassen.

Die Annual Reports, die dem Britischen Parlament jedes Jahr vorgetragen werden, geben einen guten Überblick über die Entwicklung der Ordnance Survey. Beim Lesen stellt man fest, dass die Zielsetzungen ähnlich wie bei e-geo.ch sind, die Resultate zum Teil unerwartet. www.ordnancesurvey.co.uk/oswebsite/aboutus/reports/annualreport/index.html

Stefan Liggendorfer

Aus dem Vorstand

Vorstandssitzung vom 6. Januar 2005

Der Vorstand behandelte insbesondere folgende Themen:

- Weitere Schritte im Aktionsprogramm e-geo.ch
- Vorbereitung erste Sitzung des Steuerungsorgans e-geo.ch
- Stand der Arbeiten am Bundesgesetz über die Geo-information
- Entscheid GIS/SIT 2006: 14.-16. Februar 2006 an der Uni-Irchel, Zürich
- Informationen aus den Fachgruppen

Aus den Fachgruppen

Fachgruppe GIS-Technologie

Am Morgen des 26. Dezember 2004 hat ein schweres Erdbeben im Indischen Ozean (30 km Tiefe, Magnitude 9) Tsunami-Flutwellen ausgelöst. Dadurch wurden in den folgenden Stunden Küsten von Sri-Lanka, Südindien, Sumatra und Thailand verwüstet. Aktuelle Aufnahmen von Erdbeobachtungssatelliten und GIS sind wichtige Werkzeuge für die logistische Unterstützung von humanitären Hilfsmassnahmen. Auf verschiedenen Webserver wurden archivierte Bilddaten (Aufnahmen vor der Flutwelle) und aktuelle Satellitendaten publiziert. Der Vergleich solcher Datensätze ermöglicht die Ableitung der unmittelbaren und quantitativen Schäden. Viele Datenquellen sind mittels OGC Diensten wie WMS publiziert. Dies ermöglicht das einfache Einbinden und Verwenden in verschiedenen, interoperablen Applikationen.

Geocaching, die Verbindung vom technischen Umgang mit einem GPS-Empfänger, der Motivierung für eigene sportliche Outdoor-Aktivität, dem Spass an Knobelei und der kindlichen Freude an der Schatzsuche? Am 1. Mai 2000 wurde von der US-Regierung die künstliche Verschlechterung des GPS-Signals für zivile Zwecke ausgeschaltet. Zwei Tage später versteckte Dave Ulmer in den Wäldern ausserhalb Portlands (Oregon) einen Behälter und veröffentlichte die Position des Versteckes in einer Newsgroup. Bis zum 6. Mai wurde das Versteck zweimal gefunden – Geocaching war geboren! Mittlerweile gibt es in der Schweiz über 650 Caches. Geocaching – eine Art moderner Schnitzeljagd – kann folgendermassen charakterisiert werden: Es gibt Leute, die verstecken irgendwo Dosen voller kleiner netter Dinge sowie einem Logbuch und veröffentlichen das Versteck in Form von Koordinaten im Internet. Dies lesen andere, merken sich die Koordinaten und nutzen ihr GPS-Gerät, um die Schätze zu finden. Die Cache-Arten reichen vom einfachen Cache, bei dem man praktisch fast mit dem Auto vorfahren kann, über Caches, die nur mit speziellem Equipment erreichbar sind (z.B. mit Bergsteiger- oder Schnorchelausrüstung) bis zu Rätselcaches, die vor Ort oder sogar schon im Vorfeld Recherche und Knobelei erfordern.
www.swissGEOcache.ch

SOGI Generalversammlung 2005
Assemblée générale OSIG 2005

28. April 2005
swisstopo, Wabern

Urs Flückiger

Veranstaltungen mit SOGI-Beteiligung

Telematiktage Bern 1.-4. März 2005 in Bern

Gemeinde Forum, 1. März 2005

Erstmals findet im Rahmen der Telematiktage Bern das Gemeinde Forum statt. Ziel dieses Tages ist es, eine auf die Bedürfnisse der Gemeinden und Städte zugeschnittene Plattform für den Wissensaustausch im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologien zu schaffen. Damit soll dem Umstand Rechnung getragen werden, dass die Gemeinden und Städte oft von Bund und Kantonen abweichende Bedürfnisse haben. Unter dem Titel «Work smart» werden am Gemeinde Forum Wege aufgezeigt, wie bereits vorhandene und künftige Technologien genutzt werden können, um bestehende Arbeitsweisen und Geschäftsprozesse zu optimieren. Entsprechend liegt der Schwerpunkt des Anlasses auf dem Einsatz der Informations- und Kommunikationstechnologien bei Gemeinden und Städten für die verwaltungsinterne Leistungserstellung. Dieser Bereich dürfte angesichts der Finanzlage der öffentlichen Hand in den nächsten Jahren noch vermehrt unter Druck geraten.

Programm:

- Die Rolle einer Gemeinde im Rahmen von eGovernment
- Die eGovernment-Landkarte für Gemeinden
- Die Gemeinden im Spannungsfeld von IT-Innovation und Kosten
- Chancen und Hindernisse bei der Umsetzung von eGovernment in Städten und Gemeinden
- GIS: Räumliches Informationsmanagement für Gemeinden und Werke (SOGI-Vortrag)
- Investitionsschutz dank Integrationsfähigkeit
- Elektronische Geschäftsverwaltung für Gemeinden
- Outsourcing der Gemeindeinformatik
- Durchgängige Geschäftsverwaltung vom Posteingang über die Entscheidungsfindung bis zur Archivierung
- Abwicklung von durchgängigen elektronischen Geschäftsprozessen mit digitaler Signatur

Government Forum, 2. März 2005

Unter dem Titel "Work smart" werden am Government Forum Wege aufgezeigt, wie bereits vorhandene und künftige Technologien genutzt werden können, um bestehende Arbeitsweisen und Geschäftsprozesse zu optimieren. Der Schwerpunkt des diesjährigen Anlasses liegt auf dem Einsatz der Informations- und Kommunikationstechnologien für die verwaltungsinterne Leistungserstellung. Von wachsender Bedeutung werden dabei Collaboration Solutions sein, die ein vernetztes Arbeiten in Gruppen oder Arbeitsstellen ermöglichen. In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage über die Zukunft und den Erfolg von Extranets als Schnittstelle zu

ausgewählten Anspruchsgruppen. Angesichts der steigenden Informationsflut wird der Umgang mit Daten, etwa in Form einer elektronischen Unterstützung des Wissens-Managements, immer wichtiger. Nicht zu vergessen ist auch der gesamte Themenbereich der elektronischen Geschäftsverwaltung mit ihrem Dokumentenmanagement und der Prozessunterstützung.

Programm:

- Innovationspotenzial in der öffentlichen Verwaltung
- Multimedia Anwendungen für Mobile Computing
- An der Schwelle zur elektronischen Demokratie
- e-geo.ch: smarte Geoinformationen als Bestandteil von eGovernment (SOGI/KOGIS-Vortrag)
- Kantonsübergreifende Zusammenarbeit am Beispiel der Konferenz der Kantonsregierungen
- Shared Outsourcing Services: IT-Strategie mit Zukunft
- Enttäuschte Erwartungen an das eGovernment?
- eGovernment Trendbarometer 2005: Nutzen und Trends aus Bürgersicht
- Shareholder Value bei kantonalen Ämtern: Verwaltungsübergreifende Applikationsentwicklung und -Nutzung
- -Smart Mobile Worker
- e-Vergabepattform: Submissionsverfahren über Internet für Bund und Kantone
- Harmonisierung der IT-Basisdienste im Kanton Bern
- Ein elementarer Schritt zur Optimierung der IT-Grundversorgung
- Eine gemeinsame Extranet-Plattform für das eGovernment?
- Ein Schweizer eGovernment Open Source Projekt admin.ch und ch.ch auf neuem Kurs
- Einführung von GEVER im Eidg. Volkswirtschaftsdepartement
- eGov light: höchstmöglicher Nutzen mit kleinem Budget

SOGI-Mitglieder erhalten 10% Vergünstigung.
Information und Anmeldung: www.telematiktage.ch

geowebforum

Zögern Sie nicht, sich auf www.geowebforum.ch anzumelden und an den Diskussionen neu teilzunehmen. Wir freuen uns auf spannende Beiträge!

N'ayez aucune crainte de vous annoncer sur www.geowebforum.ch et de participer à la discussion.

Interoperabilität für die breite Nutzung von Geoinformation

17.-18. März 2005, ETH Hönggerberg, Zürich

Die digitalen Technologien haben die Disziplinen, welche einen Bezug zur geografischen Information aufweisen, stark verändert. Während die Informatik-Technologien noch vor 20 Jahren vor allem eingesetzt wurden, um die traditionellen Ziele (Koordinaten, Karten und Pläne) rascher und wirtschaftlicher zu erhalten, wurden im letzten Jahrzehnt immer mehr Instrumente bereitgestellt, um innovative Verfahren in der Nutzung der verfügbar gewordenen Geodaten anzubieten. Einen wichtigen Teil dieser Neuerungen finden wir implementiert in den modernen Geoinformationssystemen oder in Applikationen, die in Verbindung mit Geoinformationssystemen eingesetzt werden.

Mit dem Fortschritt in den Anwendungen kam immer mehr der Bedarf nach gemeinsamer Nutzung vorhandener Geodaten. Der Datenaustausch zwischen Informationssystemen ist heute nur dann problemlos, wenn die Daten gleich strukturiert sind und nach einem gebräuchlichen Standard abgelegt werden. Die geografische Information mit ihrer fast unbegrenzten Vielfalt an Inhalten und Betrachtungsweisen lässt sich leider nur selten auf den engen Rahmen einer vorgegebenen Datenstruktur und eines fixen Formats beschränken.

Bereits in den 80er Jahren, in der Schweiz im Rahmen der Reform der Amtlichen Vermessung, und seit den 90er Jahren in Gremien der internationalen Normung (CEN, ISO, OGC) wurden Lösungen entwickelt und vorgeschlagen, um die grenzenlose Nutzung der Geoinformationssysteme trotz unterschiedlichen Datenorganisationen zu ermöglichen. Auch wenn einzelne Fragen noch offen und noch nicht alle definitiven Standards in Kraft sind, beginnt man sowohl auf nationaler als auch auf internationaler Ebene klare Vorstellungen über technische Möglichkeiten und Grenzen von echt interoperablen Lösungen zu haben.

Die Tagung "Interoperabilität für die breite Nutzung von Geoinformation" möchte einem grösseren Publikum einen Einblick über die Fortschritte, die Lösungsansätze aber auch über die nicht beseitigbaren Grenzen beim Austausch von Geodatensätzen und von Geoinformation bieten. Interoperable GIS nutzen international verbreitete Informatik-Standards. Die wichtigsten unter ihnen (z.B. UML, XML) werden im ersten Teil der Tagung in Übersichtsvorträgen vorgestellt. Die Kursteilnehmer werden darauf mit den heute bestehenden oder vor dem Abschluss stehenden Standards des Geoinformatikbereiches (OGC- und ISO-Standard) vertraut gemacht.

Um Möglichkeiten und Grenzen und die praktische Bedeutung der anvisierten Lösungswege richtig beurteilen zu können, werden im zweiten Teil die zwei Hauptentwicklungsrichtungen präsentiert: Die Interoperabilität im engeren Sinn (OGC-Ansatz) und die modellbasierten Datentransfermethoden (ISO-Standards) werden auf Grund von realisierten Applikationen illustriert. Man wird danach feststellen, dass damit nicht alle technischen Probleme gelöst sind und danach erkennen, auf welchen

Wegen (semantische Interoperabilität und vergleichbare Ansätze) die nächsten Schritte der Entwicklung stattfinden werden.

An der Tagung wird man allerdings nicht nur die Aufmerksamkeit auf Wissenschaft und Technik fokussieren. Wesentlich für die breite Nutzung der Geoinformation sind auch die organisatorischen, berufspolitischen, wirtschaftlichen und strategischen Aspekte. Eine ganze Session wird den betriebsrelevanten Folgen der Interoperabilität gewidmet. Diese Thematik wird für die Verantwortlichen im Managementbereich oder in beruflichen Organisationen besonders interessant sein. Neben den Grundsätzen wird man an der Tagung auch die vielen praktischen Probleme behandeln, die bei der Kombination von heterogenen Geodaten entstehen. Oft sind Fragen der Georeferenzierung, der unterschiedlichen Generalisierung, der metrischen Genauigkeit usw. zu beantworten. Sie gehören ebenfalls zur allgemeinen Thematik der Interoperabilität.

Die Tagung wird gemeinsam von den ETHs (Zürich und Lausanne), von den Fachhochschulen, der Schweizerischen Organisation für Geo-Information (SOGI) und den Berufsverbänden organisiert.

Programm:

Donnerstag, 17.3.2005:
Einführung in die Thematik
Nationale und internationale Standards
Stand der Technik, Implementierungen

Freitag, 18.3.2005:
Nächste Schritte in der Interoperabilität
Organisatorische Folgen der Interoperabilität
Spezielle Aspekte der Interoperabilität in der Praxis
Podiumsdiskussion

Detailprogramm und Anmeldung:
Institut für Geodäsie und Photogrammetrie
ETH Hönggerberg, 8093 Zürich
Tel. 01 633 30 55, Fax 01 633 11 01
sek@geod.baug.ethz.ch
www.gis.ethz.ch

Geoinformation in der Raumplanung Web-GIS und Geoportale für Gemeinden? VLP-Tagung 21. April 2005, Luzern

In der Raumplanung halten Geo-Informationssysteme (GIS) Einzug. Die Grundlagedaten der Planungen liegen oft digital vor, die Pläne werden digital erstellt und zunehmend via Intranet oder Internet zugänglich gemacht. Viele Gemeinden planen und betreiben ein Gemeinde-GIS, um ihre Daten vom Leitungskataster über die Zonenpläne bis zur 3D-Visualisierung zu verwalten. Das nationale Projekt e-geo.ch fördert die Vernetzung und vermehrte Nutzung der zahlreich vorhandenen Geoinformationen bei Gemeinden, Kantonen und dem Bund. Das neue Bundesgesetz über Geoinformation (GeoIG), 2005 in Vernehmlassung, regelt die Nutzung der Geodaten von Gemeinden, Kantonen und des Bundes.

In diesem Umfeld will die Tagung aufzeigen, wie Geoinformationen und GIS in der kommunalen Planung eingesetzt werden und wie Gemeinden diese optimal in ihrer Verwaltungstätigkeit einsetzen können. In den Vorträgen werden Beispiele von GIS-Anwendungen in Raumplanungsbüros, Werken, Gemeinden, Städten und Kantonen sowie die neuen Darstellungsnormen vorgestellt. In den Workshops werden die Bedürfnisse der Gemeinden und der Stand der Geodaten-Infrastrukturen diskutiert.

Mitorganisatoren:

Schweiz. Organisation für Geo-Information (SOGI)
Zentralschweizer Regierungskonferenz ZRK Geoinformation Zentralschweiz

Programm:

Trends und Chancen der Geoinformation in der Raumplanung

Anwendungsbeispiele, Gemeinde-GIS, Geodaten-Infrastrukturen, Projekt e-geo.ch, Geoinformationsgesetz GeoIG, Raumkataster, Geoportale, Datenmodelle, Informations- und Diskussionsplattform geowebforum
T. Glatthard, dipl. Ing. ETH/SIA, Fachsekretär Schweiz. Organisation für Geo-Information SOGI, Sekretär ZRK Geoinformation Zentralschweiz

Darstellungsnormen Rahmennutzungspläne

Verein Normen in der Raumplanung, Stand, Auswirkungen für Gemeinden

Kurt Gilgen, Präsident Verein Normen in der Raumplanung, Prof. für Raumplanung an der Hochschule Rapperswil

Planungen für Gemeinden: Erfahrungen eines Planungsbüros

Beispiele Planung für Gemeinden, Datenbezug, Arbeiten mit GIS, Datenabgabe an Gemeinden und Kanton, Erwartungen an die Geodaten-Infrastruktur
Roger Michelon, Raumplaner Planteam S, Sempach

Gemeindeplanung und Gemeinde-GIS

Aufbau Gemeinde-GIS, Arbeiten mit GIS, Zusammenarbeit mit Planer- und Ingenieurbüros, Erwartungen an die Geodaten-Infrastruktur

Daniel Harder, EDV-Verantwortlicher Gemeinde Freienbach, René Kistler, GIS-Verantwortlicher Gemeinde Freienbach, Hans Liechti, Bauverwalter Altendorf

Kantonsplanung mit GIS: Richtplan, Gefahrenkarte, kommunale Zonenpläne

Aktuelle Raumplanungsarbeiten mit GIS, 3D-Visualisierung, Organisation und Daten im Geoportal LIS-NW AG

Markus Gammeter, Kantonsplaner NW, Verwaltungsrat LIS-NW AG

GIS in Gemeinden und Werken

Werkdaten im GIS, Nutzung im Web-GIS, Dienstleistungen für Gemeinden

Robert Baumann, Geschäftsführer IBB Brugg, Vorstandsmitglied Schweiz. Organisation für Geo-Information SOGI

Städtische Planung mit GIS

Bau- und Zonenordnung, Bau- und Planungs-Informationssystem, elektronischer Planaushang, GIS-Analysen

Urs Truttmann, Projektleiter GIS-Kompetenzzentrum Amt für Städtebau Zürich

Workshop 1: Geoinformation Zentralschweiz

Bedürfnisse der Gemeinden, Datenangebote, Geoportale, Datenmodelle, Herausforderungen für die Gemeinden, Einstieg in Gemeinde-GIS

Thomas Glatthard, ZRK Geoinformation Zentralschweiz; Seven-Erik Zeidler; Zentralschweizer Raumplanungsvereinigung; Roger Michelon, Planteam S

Workshop 2: Nationale Geodaten-Infrastruktur

Bedürfnisse der Gemeinden, Stand des Projektes, Geoportale, Datenmodelle, Herausforderungen für die Gemeinden, Einstieg in Gemeinde-GIS

Almut Eger, Consultant, Mitglied SOGI-Fachgruppe Koordination Geoinformation, Rolf Buser, KOGIS; Hans Zimmermann, Bundesamt für Raumentwicklung

Workshop 3: 3D-Visualisierungen und 3D-Geoinformationssysteme

Landschafts- und Stadtmodelle, Anwendungen in Raumplanung, Gemeindemarketing, Tourismus

Prof. Stephan Nebiker, FHBB Muttenz; Philippe Ehrenberg, swissphoto; Franz Steidler, CyberCity; Marc Beck, Viewtec

Information und Anmeldung:

Schweizerische Vereinigung für Landesplanung
Seilerstrasse 22

30011 Bern

Tel. 031 380 76 78, Fax 031 380 76 77

info@vlp-aspan.ch

www.vlp-aspan.ch

Veranstaltungen

15. Februar 2005, Rapperswil:

Echtzeit-Planung

Hochschule Rapperswil Landschaftsarchitektur
yves.maurer@hsr.ch; www.hsr.ch

18. Februar 2005, Wabern:

Geocat: das Schweizer Portal für Metadaten über Geodaten

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

20.–26. Februar 2005, Obergurgl (A):

13. Internationale Geodätische Woche

Institut für Geodäsie der Uni Innsbruck
geodaetischewoche@uibk.ac.at
http://geodaesie.uibk.ac.at/geod_wo.html

22.–25. Februar 2005, Wien (A):

CORP2005 & GeoMultimedia05

Technische Universität Wien
office@corp.at; www.corp.at

24. Februar 2005, MuttENZ:

Entwicklungen bei Leica Geosystems im Bereich Luftbild- und LIDAR-Sensoren

r.gottwald@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

25. Februar 2005, Wabern:

Einsatz einer digitalen Luftbildkamera bei swisstopo

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

1. März 2005, Bern:

Gemeinde Forum

Telematiktage 2005
franziska.goldinger@mkr.ch; www.telematiktage.ch

2. März 2005, Bern:

Government Forum

Telematiktage 2005
franziska.goldinger@mkr.ch; www.telematiktage.ch

2. März 2005, Darmstadt (D):

Kommunale Geoinformationssysteme

Workshop TU Darmstadt
ikgis@geod.tu-darmstadt.de; www.ikgis.de

2.–4. März 2005, München (D):

Geoinformationssysteme

10. Münchner Fortbildungsseminar
TU München, Runder Tisch GIS
roland.dietrich@bv.tum.de; www.runder-tisch-gis.de

4. März 2005, Wabern:

VECTOR200 Level 3: das digitale Landschaftsmodell in kleinem Massstab

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

7.–11. März 2005, Zürich:

Fortbildung in GIS

Institut für Geodäsie und Photogrammetrie ETHZ

www.photogrammetry.ethz.ch;
sebestyen@geod.baug.ethz.ch

8. März 2005, Lausanne:

GEOMATIQUE-News à l'EPFL-Lausanne

Leica Geosystems SA
info.swiss@leica-geosystems.com
www.leica-geosystems.ch

11. März 2005, Wabern:

Neuaufbau des Landeskartenwerkes auf Basis des Topografischen Landschaftsmodells

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

17.–18. März 2005, Zürich:

Interoperabilität für die breite Nutzung von Geoinformation

Interopérabilité pour l'utilisation généralisée de la géoinformation

neiger@geod.baug.ethz.ch; www.gis.ethz.ch

18. März 2005, Wabern:

Kombiniertes Geodätisches Netz CH-CGN

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

1. April 2005, Wabern:

Fixpunkte: AV im Wandel

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

8. April 2005, Wabern:

Web-Aktivitäten swisstopo/KOGIS

kolloquium@swisstopo.ch; www.swisstopo.ch

15. April 2005, Zürich:

Studies on volcano-ice interactions in Mexico

ETH-Hönggerberg
neiger@geod.baug.ethz.ch; www.geomatik.ethz.ch

28. April 2005, MuttENZ: :

4 Dimensionen in Realtime – Von den Prinzipien der Distanzmessung zu neuen Konzepten der Umwelterfassung

Geomatik-Sommer-Kolloquium FHBB MuttENZ
r.gottwald@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

21. April 2005, Zürich:

Spigartentreffen 2005

www.interlis.ch

21. April 2005, Luzern:

Geoinformation in der Raumplanung

info@vlp-aspan.ch; www.vlp-aspan.ch

16.–21. April 2005 Kairo:

FIG Working Week

www.fig.net

28. April 2005, Wabern:

SOGI Generalversammlung 2005

Assemblée générale OSIG 2005

info@sogi.ch

20. Mai 2005, Zürich:
3D Modeling from Reality: Experiences and Applications
ETH-Hönggerberg
neiger@geod.baug.ethz.ch; www.geomatik.ethz.ch

26. Mai 2005, Zürich:
Designing and Producing Natural-Color Maps with Satellite Land Cover Data
ETH-Hönggerberg
neiger@geod.baug.ethz.ch; www.geomatik.ethz.ch

17. Juni 2005, Zürich:
Zur Genauigkeit von Satelliten- und Luftbilddaten für die Erstellung von Landnutzungskarten
ETH-Hönggerberg
neiger@geod.baug.ethz.ch; www.geomatik.ethz.ch

6.-8. Juli 2005, Salzburg (A):
AGIT 2005 - Symposium und Fachmesse für Angewandte Geoinformatik
office@agit.at; www.agit.at

9. Juni 2005, MuttENZ :
Anwendungen der digitalen Photogrammetrie und 3D-Visualisierung im Bereich der polizeilichen Beweismittelauswertung
Geomatik-Sommer-Kolloquium FHBB MuttENZ
r.gottwald@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

30. Juni 2005, MuttENZ :
GIS-gestützte Projektierung von Lärmschutzmassnahmen bei den SBB
Geomatik-Sommer-Kolloquium FHBB MuttENZ
r.gottwald@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

31. August – 1. September 2005, MuttENZ:
Daten kommunikativer machen – Geografie gestützte Visualisierung von (Business-) Daten
Workshop
h.stark@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

1. September 2005, Zürich:
Geomatik-News an der ETH Zürich-Hönggerberg
Leica Geosystems AG
info.swiss@leica-geosystems.com
www.leica-geosystems.ch

20. September 2005, St. Gallen:
Forum e-geo.ch
info@e-geo.ch; www.e-geo.ch

22. September 2005, MuttENZ:
Terrestrisches Laserscanning: Technologien – Anwendungen – Entwicklungen
FVG/STV, FHBB Abt. Vermessung & Geoinformation, FIG-Kommission 5
Tel. 061 467 43 39, Fax 061 467 44 60
r.gottwald@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

28./29. September 2005, MuttENZ:
Geometrische Transformationen
V+D, Referenten aus der Praxis
b.sievers@fhbb.ch; www.fhbb.ch/geomatik

3.–5. Oktober 2005, Wien (A):
7th conference on Optical 3-D Measurement Techniques
<http://info.tuwien.ac.at/ingeo/optical3d/o3d.htm>

4.-6. Oktober 2005, Düsseldorf (D):
Intergeo 2005
www.intergeo2005.de

Impressum

Herausgeber:
SOGI
Postfach 6, 4005 Basel
Tel. 061 686 77 77, Fax 061 686 77 88
E-Mail: admin@sogi.ch

Präsident:
Rudolf Schneeberger
ITV Geomatik AG
Dorfstrasse 53, 8105 Regensdorf-Watt
Tel. 01 871 21 90, Fax 01 871 21 99
E-Mail: president@sogi.ch

Redaktion:
Thomas Glatthard
Museggstrasse 31, 6004 Luzern
Tel./Fax 041 410 22 67
E-Mail: info@sogi.ch

Zielsetzung der SOGI:
Förderung der Anwendung der Geoinformation und deren interdisziplinären Einsatz in der Schweiz. Als Mitglieder können Organisationen, Verbände, Einzelpersonen, Firmen, Behörden und Ämter sowie Sponsoren beitreten. SOGI ist die alleinige schweizerische GIS-Dachorganisation und ist Mitglied der europäischen Dachorganisation EUROGI. Anfang 2002 haben SOGI und GISWISS fusioniert.

Vorstand der SOGI:
Präsident: Rudolf Schneeberger. Mitglieder: Robert Baumann, Urs Flückiger, Hans Rudolf Gnägi, René Sonney (Vizepräsident), Frank von Arx (Kassier), Robert Weibel, Fredy Widmer. Fachsekretär: Thomas Glatthard, Luzern. Das administrative Sekretariat betreut AKM in Basel. Interessenten wenden sich an die nebenstehende Herausgeberadresse.